

Travaux publics.

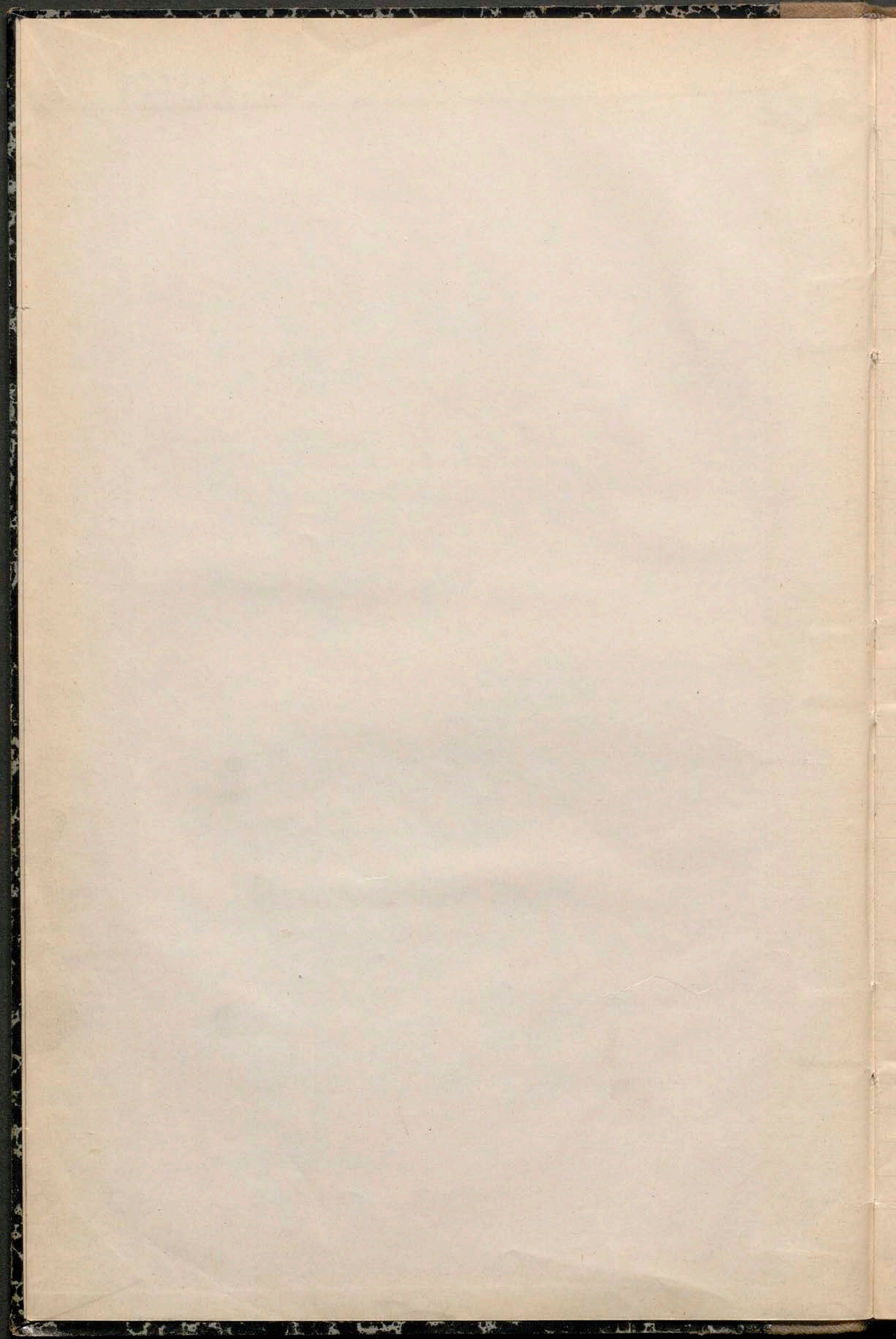
MM.

ALBERT MAHIEU.
ALFRED BRARD.
AURAY.
BACHELET (Alexandre).
BERSEZ.
BRAGER DE LA VILLE-MOYSAN.
BRINDEAU.
CHAGNAUD.
CURRAL.
DAMECOUR.
DELAHAYE (Dominique).
DRIVET.
ELBY.
EUGÈNE CHANAL.
GAY.
HAUDOS.
HELMER.
JODET (Victor).

MM.

LAVOINNE.
LECLERC.
LÉON PERRIER.
LHOPITEAU.
LOUBET (J.).
MASSABUAU.
MILAN.
MOLLARD.
ORDINAIRE.
PERCHOT.
PERREAU.
PICHERY.
Marquis DE POMEREU.
RABIER (Fernand).
RÉGNIER (Marcel).
RENAUDOT.
SARRAUT (Maurice).
VIEU.

Usages de l'écrit 1928 + 1929



Séance du mercredi 7 mars 1928

Résidence de M. Lhopiteau

Présents : Mm. Maurice Ordinaire, Perchot, Bachelet, Renaudot, Damecour, Mollard, Fernand Rabier, Le Hars, Marcel Régnier, Chagnaud, Maurice Sarraut, Lavoinne, Auray, Helmer

Nominations de rapporteurs

M. Albert Mahieu est nommé rapporteur du projet de loi ayant pour objet de faciliter l'exécution des grands travaux d'intérêt général par les prestations en nature à fournir par l'Allemagne.

M. Judet est nommé rapporteur du projet de loi réglementant le service automobile de transports en commun (192-1928)

M. Bachelet est nommé rapporteur du projet de loi (186-1928).

Audition de M. ^{Dubin représentant M.} Betermier et des représentants de l'U. F. A. N.

M. le Président souhaite la bienvenue aux représentants de l'Union fédérale

autonome des retraites de chemins de fer de la région nord.

M. Dulis, représentant M. Betermier Secrétaire Général empêché de venir lui-même par une maladie, remercie la Commission d'avoir bien voulu recevoir sa demande de représentants de l'V. F. A. N.

Au nom, dit-il, de 15000 retraités des grands réseaux il apporte les desiderata suivants consistant :

1°.- Dans la mise, incessamment, à l'ordre du jour du Sénat, de la proposition de loi CHARLOT votée le 31 Janvier par la Chambre des Députés,

2°.- Dans la modification de cette proposition, de manière que les avantages qu'elle prévoit en son article 2 pour les retraités d'après la promulgation de la loi, soient nettement déclarés applicables à tous les retraités ou ayants-droit d'avant cette promulgation.

Comme concession possible, nous envisageons le renoncement à la Caisse Autonome unique prévue au titre III, pourvu qu'une Commission des retraités actuels obtienne comme celle des agents en activité, droit de regard sur la gestion des Caisses de retraite actuelles des COMPAGNIES.

Nous tenons à signaler ce fait important que la FEDERATION NATIONALE DES CHEMINOTS RETRAITES DE FRANCE ET DES COLONIES qui, dans son ordre du jour voté en Congrès du 16 courant et adressé à tous les membres du Sénat, demandait, à notre grande surprise, que la proposition CHARLOT fût votée sans modification, s'est maintenant ralliée à notre façon de voir exprimée dans le journal le "Petit Cheminot" du 15 Février, sous le titre "Simple observation à la loi Charlot" :

Dans le journal "le Rappel" du 25 ct. (en 4° page), M. ROSSET Président de la dite Fédération déclare en effet que la proposition Charlot votée par la Chambre le 31 Janvier dernier "ne conserve pas complètement le principe de l'égalité des retraites anciennes et futures ;

et que " son article 2, appliqué à la lettre, exclut de son bénéfice "tous les anciens retraités et, fait plus grave, ouvre ainsi la porte "à toutes les exclusions futures."

De cela, vous voudrez sans doute conclure, Messieurs les Sénateurs, que si vous vouliez bien accueillir favorablement nos desiderata ci-dessus, vous répondriez au sentiment unanime de tous les retraités actuels des Grands Réseaux.

Nous vous remercions sincèrement à l'avance de ce que vous voudrez bien faire en leur faveur, en cette circonstance.

POUR LA COMMISSION EXECUTIVE
DES DEUX FEDERATIONS ALLIEES,

Le Secrétaire Général délégué.

M. le Président. Quels sont les chiffres maxima et minima de pension ?

M. Dulis. 2750 et 3100.

M. Maurice Sarraut. Et si l'on donne suite à vos demandes à tous les chiffres minima arrivant vos

M. Dulis. 5500

M. Maurice Sarraut. Et combien de retraités seraient intéressés à cette augmentation ?

M. Dulis. 45 000 retraités.

Nous protestons surtout contre l'article 1 du texte de la Chambre qui ne comprenant plus les mots "titulaires des pensions anciennes & nouvelles" exclut les retraités anciens

Toutes les autres dispositions du
projet nous donnent satisfaction
& nous demandons qu'il soit
voté le plus tôt possible.

M. le Président M. le rapporteur
examinera vos desiderata.

Audition de M. Rosset
président de la fédération nationale
des Cheminots retraités de France
& des Colonies.

M. Rosset notre fédération comprend
tous les cheminots à l'exception de
ceux du Nord & de P. L. M. nous
nous sommes séparés d'eux parce
que nous ne voulions pas que la
politique pénètre dans nos
groupements.

La loi qui a été votée par la
Chambre ne donne pas aux
anciens retraités ^{cheminots} la péréquation
sur les traitements actuels. Les
retraités civils et militaires ont
cette péréquation. Pourquoi la
refuserait-on aux seuls cheminots?
J'ai réuni le 16 février dernier
un congrès de cheminots retraités
& l'unanimité s'est faite sur
celle question de la péréquation.
Nous avons d'autre part demandé
au ministre des Travaux publics

5

de faire calculer les retraits sur les
traitements au 1^{er} mars 1928.

Port de Cettes

M. Chagnaud dépose & lit son rapport
sur le projet de loi relatif au port
de Cettes, concluant à
l'adoption de ce projet.
Le rapport est adopté.

Travaux de recherche Des mines

M. Chagnaud dépose & lit son
rapport sur le projet de loi relatif
aux travaux de recherche Des
mines.
Ce rapport est adopté.

Séance du mercredi 14 mars

Présidence de M. Fernand Rabier
vice-président

Présents : MM. Maurice Ordinaire,
Brindeau, Mollard, Bachelet,
Le Hars.

Compagnie des chemins de fer
départementaux

M. Fernand Rabier dépose l'avis
rapport concluant à l'adoption du
projet de loi ayant pour objet
d'approuver un avenant aux
conventions passées le 27 décembre
1922 avec la C^{ie} des chemins de
fer départementaux pour l'exploita-
tion de ses réseaux secondaires
d'intérêt général (Corre-Vivarris,
Lozère, Charente, Deux Sèvres (226-1920).

Retraites des petits cheminots

M. Brindeau proteste contre la
manière hâtive dont les projets
ont soumis à la Commission.

M. le Président nous avons une
question grave à régler : celle de
la retraite des petits cheminots.
C'est le ministre des finances qui

viendra lui-même soutenir le projet devant le Sénat.

M. Mollard Je suis personnellement opposé au projet mais pour l'intérêt des chemins & pour ne pas leur imposer de retards, j'en demanderais le vote.

Les retraits ne peuvent être assurés que par le système de la capitalisation jointe à la répartition. Aujourd'hui les actuaires veulent que, dès à présent, on n'emploie plus que le système de la capitalisation.

J'accepte de faire le rapport & de conclure à l'adoption du projet pour la raison dite plus haut.

Distribution d'énergie électrique

M. Mollard rapporteur rappelle qu'il a fait remettre à ses collègues en juillet dernier le texte rectifié de la proposition de loi qu'avec mm. Mulas & Machet il a déposé sur la classification des lignes de transport et de distribution d'énergie électrique.

Restent les difficultés sur les articles 3 & 24 entre les auteurs de la proposition & le Ministère

des Travaux publics. Je suis
aujourd'hui d'accord sur les
points présents, avec M. le
Directeur des forces hydrauliques.

Il ne me reste plus qu'à
achever la rédaction de mon
rapport & à le déposer avant
la separation des Chambres.

Il en est ainsi décidé.

Déficit des chemins de fer.

M. le Président. Notre président M.
Lhopiteau est souffrant & n'a pu
assister à notre séance mais
il m'a écrit que le rapport
de M. Perchot sur le cause du
déficit des chemins de fer, était
excellent mais manquait de
conclusion.

M. Perchot. Cette observation de
M. Lhopiteau est fort juste. Il est
indispensable de dégager
nettement la conclusion & je
n'y manquerai pas.

J'ai consulté M. Teschard sur
la situation financière des réseaux
et j'ai constaté avec surprise
qu'il ne pouvait me donner que
des renseignements assez maigres.
Sur le montant des emprunts faits

9
par le C^{ie}, sur leur dette & si il
faudra dire la chose, telle qu'elle
est & sans jeter la pierre à
personne.

J'apporterai mon travail achevé
dans les premiers jours de juin.

Après un échange de vues entre
Mm. Mollard & Perchet, la
Réunion est levée.

Séance du Mercredi 13 juin

Présidence de M. Lhopiteau

Présents: M.M. Perreau, Perchot, Veu,
Brard, Gay, Mollard, Le Hars,
Renaudot, Régnier, Suray,
Bachelet

Excusé: M. Brindeau

nomination de rapporteurs

M. Gay est nommé rapporteur de la proposition de résolution invitant le gouvernement à présenter aux Chambres un projet de loi sur les réseaux de grande communication, de chemins d'intérêt commun & de chemins vicinaux (n° 295-1928).

M. Perreau est nommé rapporteur du projet de loi portant ratification du décret du 1^{er} Octobre 1926 relatif aux mesures de décentralisation & à des simplifications en matière de voies ferrées d'intérêt local (n° 407-1928).

M. Perchot est nommé rapporteur du projet de loi sur la déclaration d'utilité publique de deux nouvelles traversées de Vosges : lignes de S^t Dié à S^t Marie aux mines & de Cornimont à Metzeral (n° 419-1928).

Retraites des agents des grands réseaux

M. le Président M. Fernand Rabier, rapporteur de la proposition de loi modifiant le statut des retraites des agents des grands réseaux de chemin de fer et créant une caisse autonome des retraites commune à tous les réseaux d'intérêt général, va faire à la Commission un exposé de la question.

M. Fernand Rabier, rapporteur vous savez, messieurs, que la charte des retraites des cheminots et la loi de 1909, dont la discussion a duré 12 ans et porte nos noms & celui de M. Bertheaux.

Cette loi, accueillie avec enthousiasme par les agents, n'a pas été acceptée par les Compagnies qui ont refusé un procès devant le Conseil d'Etat. L'affaire n'a jamais été jugée et s'est éteinte en 1921 par la signature de la Convention.

Le principe de l'assimilation des cheminots aux fonctionnaires a été posé mais les Compagnies n'appliquent pas la loi & le statut des retraites des cheminots n'est pas encore homologué.

Il semble certain, que si les réseaux s'étaient conformés à la Convention de 1921 & à la loi de 1922, les

propositions de loi qui font l'objet
du rapport de M. Charlot & que
nous avons, à examiner, n'auront
pas vu le jour.

La proposition qui nous est soumise
a été votée à l'unanimité par la
Chambre malgré l'opposition
du ministre des Travaux publics
qui s'était ~~été~~ opposé au passage
à la discussion des articles.

La proposition a été accueillie
sans enthousiasme par les Associations
de retraités. La Fédération nationale
s'est tenue de voir que la
périquation de retraite n'était pas
accordée aux anciens pensionnés.
Les journaux de cheminots ont
réclamé une nouvelle étude de
texte. Plusieurs groupes, & celui
d'Angoulême notamment, ont
protéité contre la création d'une
caisse unique. Notre Commission
vous ne l'avez pas oublié, a
entendu les doléances apportées par
deux Associations de retraités.

La loi sur les Assurances sociales
spécifie, je le rappelle, que ~~pour~~
les cheminots restent soumis aux
réglements & lois qui les régissent
& prévoit l'intervention d'une
loi réglant leur cas. Dans ces
conditions, la question se pose de
savoir s'il convient de légiférer

ou d'attendre le nouveau règlement & la loi prévus.

Je pense qu'il faut légiférer. Contrairement à ce qui a été dit, la Convention de 1921 a laissé intact le droit du législateur en la matière.

Je demanderai à la Commission de se prononcer sur la Caisse autonome. Les chemins reconnaissent les difficultés de la création de cette caisse, mais ils voudraient que le principe en fût admis.

D'autre part, la Caisse de retraits ont des obligations de chemins de fer & le texte de la Chambre prévoit que la Caisse autonome ne constituera en obligations de chemins de fer qu'une moitié de son capital. Ce serait donc forcer la Caisse à se défaire de la plus grande partie de ces obligations.

Après un échange d'observations entre M. le Président, le Rapporteur, Marc Régnier, Mollard, Le Hars, Gay, Serehol, il est décidé que dans le rapport, sans combattre le principe de la Caisse autonome, les difficultés d'application seront soulignées.

La Commission examine & modifie les différents articles de la proposition.

M. le Rapporteur déclare qu'il
n'acceptera pas de rester le rapporteur
de la loi si aucune disposition n'y
est introduite en faveur des anciens
retraités.

Après un échange de vues, entre
M. le Président, le Rapporteur,
Mollard, Marcel Regnier & Bérubé
la séance est levée.

11

Séance du jeudi 14 juin
Présidence de M. Lhopiteau

Présents : M. M. Mollard, Mahieu,
Fernand Rabier, Lavoinnie, Darnecour,
Maurice Sarrault, Brindeau, Gay,
Perehst, Cad. Chon, Massabuau,
Le Hars, Régnier.

Retraite des agents de grands
réseaux
Audition de M. le ministre des Travaux publics

M. André Bardon, Ministre des Travaux
publics est introduit.

M. le Président remercie M. le ministre
des s'être rendu à l'invitation de la
Commission

M. Fernand Rabier, rapporteur, expose
les modifications que la Commission a
apportées au texte de la proposition de
loi sur le Statut des retraites des agents
des grands réseaux

M. le ministre fait observer qu'on ne
peut pas comprendre dans le calcul
de la retraite les primes de gestion,
1° parce que ces primes constituent
une participation aux bénéfices ;
2° parce qu'elles sont variables.

M. le Ministre propose d'autre part de spécifier que "dans les traitements et salaires on comprendra, outre les éléments visés par la loi 1909, les gratifications de fin d'année."

M. le Rapporteur accepte cette suggestion.

A propos du § i de l'article 2, M. le Ministre fait observer qu'il a donné à plusieurs reprises l'ordre aux réseaux de ~~former~~ former les commissions de réforme. Après une vive résistance, les Réseaux paraissent disposés à entrer dans nos vues. La prochaine mise en vigueur du régime des Assurances Sociales, va servir de plaque tournante. Les réseaux acceptent que le personnel soit représenté dans les commissions de réforme.

Le paragraphe i est réservé pour une nouvelle rédaction.

Il en est de même pour le § j

Le § k est supprimé.

Sur le § l

M. le Rapporteur fait observer que les anciens retraités veulent bénéficier de la loi actuelle & que la Commission a adopté la veille

17
m, amendement à ce paragraphe
déposé par M. Marcel Régnier

M. le ministre des Travaux publics
Je prie la Commission que M. le
ministre des finances ne peut pas
accepter l'assimilation pour les
traitements au 1^{er} mars.

Les titres III & IV sont supprimés
L'article 9 est modifié
L'article 10 est adopté.

M. le ministre des Travaux publics. Je
ferai observer à la Commission que
le Statut des cheminots est une chose
et que le Statut des fonctionnaires
en est une chose. L'âge de la
retraite n'est pas le même pour les
uns et pour les autres. Les
cheminots voudraient cumuler les
avantages de deux systèmes ; les
fonctionnaires également. Mais là
nous nous heurtons à l'opposition
formelle de M. le Président du Conseil.

Les modalités d'adaptation temporaire
suivront la même courbe mais il
ne peut y avoir identité de Statuts.

Quant à la réquisition d'office
des pensions liquidées, le Réseau
ne l'acceptent que sur les traitements
au 1^{er} janvier et lauds que les
cheminots la réclament sur les

traitements au 1^{er} mars, c'est-à-dire
après la dernière augmentation.

Là encore, M. Poincaré met son
veto car les chemins se trouveraient
alors mieux traités que les fonctionnaires.

Les revendications des chemins
comprenaient un côté substantiel
& ~~un~~ un côté théorique touchant
la création d'une Caisse autonome.

La Com^{te} des Travaux publics m'a
convocqué en février. J'ai dit qu'à
mon avis la Caisse autonome était
impossible. Vous savez que la
Chambre a passé outre & vous a
envoyé le texte que vous avez vu
les jours. J'espère encore pouvoir
apporter au Sénat une solution
d'accord avec les réseaux. Les
négociations ont repris avec eux
depuis le vote de la Chambre.

M. le Rapporteur déclare que son
rapport va être déposé mardi.

Construction de lignes nouvelles

M. Maurice Sarraut J'ai une
question à poser à M. le Ministre des
Travaux publics : est-il possible
de se servir des prestations en nature
prevues par le plan Dawes
pour la construction de lignes
nouvelles. Il y a-t-il une solution

19

a' chercher car nous avons un lourd
arriéré de lignes a' construire.

M. le ministre des Travaux Publics. nous
donne l'accord, mais étout donne
la situation budgétaire nous donne
bien forcés d'attendre l'adhésion
de M. le ministre des Finances. nous
voulions mettre en présente les
deux lignes pyrénéennes et la
ligne Nice - Coni. Les trois lignes
internationales seront terminées l'as
prochain.

En 1929 je disposerai de 110 millions.
J'ajoute que l'utilisation du plan
Daves servira a l'électrification
du midi dans une proportion de
40%.

un échange d'observations a lieu
entre mm. le ministre, Maurice
Sarraut, Rabier, & Mollard.

Distribution d'Énergie électrique

M. Mollard lit son rapport sur
la proposition de loi relative aux
distributions d'énergie électrique.

Séance du mercredi 20 juin
Présidence de M. Lhopiteau

Présents mm. Perrot, Brindeau,
Lavonne, Auray, Brard, Rabier,
Chanal
Excusés mm. Delahaye, Bachelet.

Déficit des réseaux

M. Perrot donne lecture des
conclusions de son rapport sur
la proposition de résolution sur
le déficit des chemins de fer.

La proposition de résolution est
adoptée.

Séance du mercredi 7 novembre
Résidence de M. Lhopiteau

Présents : mm. Fernand Rabier, Renaudot,
Maurice Ordinaire, Mahieu, Vieu, Auray,
Marcel Régnier, Brindeau, Serchot, Judet,
Bachelot.

Hommage à la mémoire de M. Le Hars

M. le Président vous avez tous entendu,
mes chers collègues, l'hommage qu'a
rendu, en séance publique, M. le
Président du Sénat, à la mémoire
de ceux de nos collègues qui sont
morts ~~parce que~~ depuis notre
séparation. Parmi eux-ci, il y en
avait un qui nous tenait de plus
près, c'est M. Le Hars qui faisait
partie de cette commission & comme
parlant à il passait, n'y comptait
que les amis. Il étudiait avec le
plus grand soin les questions qui lui
étaient confiées & modeste, ne
cherchant jamais à se mettre en
avant. Nous le revoyons avec sa
figure souriante & sa main
tendue ! Pourquoi faut-il qu'il
ait succombé dans de cruelles
aussi tragiques ! Donnons, Messieurs
un souvenir ému à la mémoire
de cet excellent collègue (Vifs
applaudissements)

Lettre de M. le Président de la
Commission des Affaires étrangères.

M. le Président J'ai reçu de mon
collègue le président de la Commission
des Affaires étrangères la lettre
suivante :

SÉNAT

Commission
des Affaires Étrangères
et de la Politique Générale
des Colonies et
Protectorats.

République Française

Paris, le 5 JUILLET 1928

Monsieur le Président et Cher Collègue,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans sa séance du 4 Juillet, la Commission des Affaires Étrangères a entendu un exposé de M. Henry de JOUVENEL sur la question des prestations en nature. Il est apparu que cette question, qui est d'un intérêt pressant, devait être étudiée sans retard de façon que puisse se formuler l'opinion parlementaire au moment où la France serait amenée à régler le problème par des négociations diplomatiques. La Commission, adoptant en cela les conclusions de son rapporteur, a estimé qu'une telle étude, qui retient son attention du point de vue de la politique extérieure, devait inévitablement être portée tant dans le domaine financier, économique et colonial que dans celui de l'ou-

tillage national; elle a adopté, en conséquence, la proposition de constituer une inter-Commission où seraient représentées les Commissions des Finances, des Travaux Publics, des Colonies et des Affaires Etrangères.

La Commission m'a chargé de vous communiquer cette délibération en vous priant de me faire savoir, après avoir consulté la Commission que vous présidez, si celle-ci adhère aux vues que je viens d'exprimer, et, dans l'affirmative, de vouloir bien désigner trois de ses membres qui se joindraient aux représentants de la Commission des Affaires Etrangères.

Veillez, Monsieur le Président et Cher Collègue, recevoir les assurances de ma haute considération et de mes meilleures amitiés,

Aménobert.

La Commission Dénique pour la
représenter M. Mahieu
Régnier
et Brindeau

Retraites des agents de chemins
de fer d'intérêt Général

M. le Président. A propos de la proposition
de loi votée par la Chambre, un
nombre considérable de réclamations

ont été adressées par les cheminots
ou leurs associations à votre
rapporteur, à un certain nombre
de vos collègues & à votre président.
M. le Rapporteur va nous dire où
en est la question.

M. Fernand Rabier, rapporteur. Un
mot personnel d'abord. mon premier
mouvement avait été de refuser
le rapport; je savais les difficultés
qui m'attendaient. Pour vaincre
les difficultés j'estime qu'il faut
réaliser un accord sur les quatre
points suivants:

- 1° La question des droits acquis;
- 2° La retraite sans limite d'âge après
25 ans de service;
- 3° L'introduction de la prime de
gestion dans le calcul de la retraite;
- 4° Le compte de services militaires
dans ce même calcul.

Je vais examiner ces quatre points
les uns après les autres:

1° Droits acquis. — En 1920 un Statut
de retraites a été publié & des cheminots
se sont considérés comme lésés. Une
Commission, présidée par M. Payelle,
a été chargée d'étudier et de résoudre
les difficultés qui avaient surgi. Les
cheminots demandent que la nouvelle
loi ne consacre pas ce que, dès 1920,
ils avaient regardé comme des injustices.

Et ils réclament sur ce point le maintien du texte de l'article De la Chambre.

M. Mahieu Il faut qu'il soit bien entendu que, si nous rectifions les "erreurs" qui ont pu être commises en 1920, nous ne pouvons pas remettre sur le chantier toute l'œuvre de la Com. Sayelle, sinon nous nous heurterons à de grosses difficultés du côté des compagnies. Il importe de spécifier dans le rapport que les agents qui auront les ~~divers~~ ^{divers} réels malins à apporter pourront le faire dans un certain délai.

M. le Rapporteur Je propose en conséquence d'ajouter à l'article 1^{er} in fine qui: "Tous les droits et avantages de carrière acquis par le personnel avant le statut de 1920 devront être respectés par les règlements de retraite homologués ou soumis à l'homologation des ministres compétents."

Ce texte est adopté.

M. le Rapporteur. J'arrive au 2^e Prime de gestion. Je crois que nous pouvons d'autant moins refuser l'incorporation de la prime de

question dans le calcul de la pension de retraite que M. Cardieu, alors ministre des Travaux publics, s'est formellement promise dans un discours prononcé par lui à la Chambre. Je ne méconnais d'ailleurs pas que cette incorporation se heurte à de grandes difficultés.

M. Mahieu Je suis d'avis que nous devrions, avant de nous prononcer sur ce point, entendre le ministre des Travaux publics.

M. le Président nous entendons le ministre, mais la Commission a une décision de principe à prendre.

M. Marcel Régnier Si on fait entrer la prime de gestion, les retraites ne seront plus uniformes.

M. Auray Les cheminots ne demandent pas qu'elles le soient.

Après un échange d'observations, la Commission adopte le principe de l'incorporation de la prime de gestion dans le calcul de la retraite.

M. le Rapporteur. J'arrive à la question du montant de la retraite qui intéresse une partie du

personnel féminin qui a été oublié dans notre premier texte.

L'article 2 voté par la Chambre contenait au § e la disposition suivante :

"Le minimum de pension pour les agents réalisant les conditions d'âge & de service est fixé aux trois cinquièmes du traitement moyen jusqu'à 12000^f sans pouvoir toutefois être inférieur à 5000^f; il est de moitié au dessus de 12000^f..."

Les Compagnies ont fait observer que cette disposition aurait pour conséquence de donner 5000^f de retraite aux garde-barrières qui passent en activité 1500^f par an.

M. Mahieu D'autre part il y a les gardiennes de halte à qui il me semble difficile de donner 5000^f de retraite. Je demande que M. le rapporteur étudie une disposition permettant d'éviter certaines exagérations. Il faut distinguer entre le personnel féminin à service contenu & celui à service discontinu. D'autre part il y a les femmes rédactrices & même chef de bureau qui doivent être traitées sur le même pied que les hommes.

M. le Rapporteur après un échange de vues avec M. le Président, Mahieu

et Marcel Régnier, déclare qu'il soumettra à la C^{on} une nouvelle rédaction.

M. le Rapporteur. Nous arrivons au 2^o point. Retraite sans limite d'âge après 25 ans de service. C'est une des réclamations apportées par le cheminots.

M. Barckelot Il me paraît inadmissible qu'un employé de chemins de fer puisse prendre sa retraite à 43 ans! C'est pourtant ce qui se produira s'il s'entre à la C^{ie} à 18 ans.

M. le Président Je ne vois pas quel inconvénient cela peut avoir: la retraite sera proportionnelle.

M. Marcel Régnier Oui, mais il faudra payer d'autre part le brasseur de l'employé qui remplacera ce retraité.

M. le Rapporteur Je crois d'ailleurs que nous nous heurterons sur ce point à l'opposition irréductible du nombre des finances.

La disposition n'est pas adoptée.

M. le Rapporteur. 3^e point. Compte du temps passé au service militaire pour le calcul de la retraite.

Ces cheminots réclament la même faveur qu'ont déjà obtenue les fonctionnaires. La Chambre leur a accordé, mais je crois que nous serons d'accord avec l'Association de Cheminots anciens combattants et nous en tenant à l'amendement l'honorable qui ne fait pas entrer en ligne de compte le temps de service légal mais accorde certains avantages aux mutilés & aux combattants.

Le principe de l'amendement l'honorable est admis par le com. après un échange de vues entre MM. le Président, le Rapporteur et Mahieu. —

Séance du mercredi 14 novembre
Présidence de M. Lhopiteau

Présents : mm. Fernand Rabier, Auray,
Delahaye, Mollard, de Tormereu, Vieu,
Marcel Régnier, Chagnaud, Brard,
Bachelet, Brundeau, Lavonne.

nomination d'un rapporteur

M. Marcel Régnier est nommé
rapporteur du projet de loi n° 490
(1928)

Retraites des agents de chemin de fer
d'intérêt général.

M. le Rapporteur. J'ai vu M. Pierre
Forgeot, le nouveau ministre des
travaux publics, et il sera prêt
à venir devant la C^{on} le mercredi
prochain. ^{à la suite} De mon entrevue avec
les titulaires généraux j'ai préparé
une nouvelle rédaction de mon
rapport dont je donne lecture.

Lecture et donnée du rapport supplémentaire
qui est approuvé après un échange de
vue entre mm. le Président, Auray,
Mollard, Bachelet & le Rapporteur.

Séance du mercredi 21 novembre
Présidence de M. Lhopiteau

Présents mm. Brindeau, de Somereu,
Gay, Haudos, Delahaye, Auray,
Bachelet, Leclerc, Darnecour,
Bras de la Ville Moysan, Mollard,
Fernand Rabier, Ferhot, ^{maurice} Farraut,
Chapman, Brard, ordinaire,
Renaudot.

Audition de M. le ministre des
Travaux publics & du Directeur de
Chemins de fer sur le Retrait
des Cheminots de grands
Réseaux.

M. Pierre Forgeot ministre des
Travaux publics & M. le Directeur
des chemins de fer sont introduits

M. le Président. Nous vous remercions,
monneur le ministre, de vous être si vite
rendu à notre appel. La Commission
désire vous entendre sur le rapport
supplémentaire que M. Fernand Rabier
déposera bientôt sur la proposition
de loi relative aux retraites des cheminots.

M. le ministre. Je serai reconnaissant
à M. le Rapporteur de vouloir bien m'exposer
les grandes lignes de son rapport.

M. Fernand Rabier, rapporteur. Es-
volontiers. Les conclusions de mon
premier rapport que vous avez entre
les mains étaient assez éloignées
du texte voté par la Chambre. Nous
avons été saisis d'un certain nombre
de réclamations que les chemins de
fer étaient unanimes à formuler.
D'autre part les Compagnies ont
fait certaines réserves; je rappelle
qu'en principe elles contestent au
Parlement le droit d'instituer un
régime des retraites pour les Chemins de
fer. Elles avaient tenu le même langage
en 1909 lorsque fut votée la première
loi sur les retraites, qui porte mon
nom. Elles avaient même alors
engagé devant le Conseil d'Etat
un procès qui ne fut jamais
jugé. En 1921 au moment où
furent signées les nouvelles conventions,
le pourvoi fut retiré.

La question de savoir si le Parlement
peut ou non régler par une loi le
Statut des retraites du personnel
des chemins de fer doit, à mon
avis, être tranchée. M. Jeanneney
se propose d'en parler dans
son prochain rapport sur le budget
des travaux publics. Tous les
ministres des Travaux publics ont
entendu que le Parlement avait le
droit d'intervenir.

M. le Président. La Commission des
travaux, publiés ne s'est jamais
prononcée sur ce point.

M. le Rapporteur. J'arrive maintenant
aux ~~quatre~~ points sur lesquels la
Commission a décidé de modifier
le premier texte qu'elle avait adopté.
J'ajoute que, contrairement à mon
avis, la C^{on} n'a pas admis
la retraite après 25 ans de service
sans limite d'âge.

Je dois faire observer que si
nous avons nous mêmes la première
fois modifié, sur les points dont
il va être question, le texte de la
Chambre, c'était sur l'instance
de M. André Bédien.

Sur les droits acquis, la C^{on}
proposera au Sénat de voter le
texte de la Chambre. Il est utile
en effet de remédier à certaines
erreurs dont se plaignent les
cheminots & qui résultent du
statut de 1920. Cela se produit
surtout sur le réseau P. L. M. parce que
sur ce réseau certains avancements se
font sur place.

A ce propos a lieu un échange
d'observation entre M. le Président, le
Ministre, le Directeur G. Ch. de F. et le
Rapporteur.

Les intéressés demandent que leurs

cas soient réglés.

M. le Directeur de chemins de fer. C'est un point très délicat car en réglant des cas d'espèce il faut ébranler de bonheurs tout le système des retraites.

M. le Rapporteur. Tous les associations de chemins de fer sont d'accord pour réclamer les droits acquis.

M. le Directeur. Il faudrait savoir quelle répercussion aura en Alsace le texte qui doit être voté.

M. Mollard. Nous voulons réparer les injustices commises mais il faut que nous ayons sous les yeux les chiffres nous permettant de voir les répercussions financières de textes que nous voterons.

M. le Président. Nous attendons donc pour prendre une décision d'avis entre les recevoir les renseignements que nous apportera M. le Directeur.

M. le Ministre. Je compte moi-même revenir devant vous après avoir étudié l'affaire, et cela dans le plus bref délai et j'ai tout lieu d'espérer que nous nous mettrons d'accord.

31

à que nous nous entendrons également avec les réseaux.

M. le Président. Déjà au mois de mai M. Gardien, votre prédécesseur, vous avait demandé un délai de 15 jours pour nous apporter une solution d'accord avec les réseaux. Et nous attendons toujours.

M. le Rapporteur. Les cheminots ont demandé d'autre part que la prime de gestion fût comprise dans les éléments servant à calculer la pension de retraite.

Nous étions prêts, lors du premier examen de la loi, à déférer à ce désir, & c'est M. Gardien qui a insisté auprès de nous pour que nous n'en fassions rien.

Mais d'autre part M. Gardien a promis aux cheminots devant la Chambre de leur donner satisfaction sur la prime de gestion. Cette promesse a été enregistrée par les intéressés & je ne vois pas comment on pourrait revenir sur elle.

J'ajoute que ce serait commettre une injustice car, dans les déclarations faites au sujet des salaires du personnel, les réseaux font entrer la prime de gestion dans le calcul.

Evidemment l'introduction de la prime de gestion dans le calcul de la retraite aura pour conséquence de créer des inégalités dans les pensions d'un réseau à l'autre.

M. le Ministre Mais les inégalités de retraite d'un réseau à l'autre ne seront que la conséquence des inégalités de traitements pour les agents en activité. Il y a les réseaux pauvres & les réseaux riches.

M. le Rapporteur Pour remédier à cet inconvénient de l'inégalité, nous avons pensé à créer une caisse commune des primes de gestion mais cela n'est pas possible: les primes de gestion sont faites en effet pour intéresser les employés des réseaux déficitaires à diminuer le déficit. Unifier ce, primes serait donc aller à l'encontre de ~~ce~~ l'esprit des Conventions de 1921.

M. le Directeur L'incorporation de la prime de gestion aura un autre inconvénient: celui de créer des inégalités entre les retraites antérieures & celles postérieures à 1921. La prime l'en effet et

variable selon les années et affluents
à l'exercice. Pour les agents qui n'ont
pas touché cette prime parce qu'elle
n'existait pas lorsqu'ils étaient en
activité, il sera impossible de
faire en leur faveur une création
artificielle dans le passé.

M. le Rapporteur. J'arrive au 3^e
point : nous avons modifié le calcul
de base de la retraite, admettant
les 3/5 jusqu'à 12000 et 4 la moitié
pour la tranche au-dessus de
12000. avec un minimum de
pension de ~~2000~~ 5000, à l'exclusion
des femmes garde-balles & des
femmes dits à travail manuel qui
ont des traitements d'activité inférieurs
à 5000 francs.

La formule n'est pas la même que
pour les fonctionnaires mais le
travail n'est pas le même.

M. le ministre. Je comprends qu'il y a
des différences de travail correspondent
des différences de traitement, mais
pourquoi n'avoir pas la même
formule pour la retraite ? Les
fonctionnaires vont être tentés de
demander les avantages accordés
aux cheminots qui eux-mêmes ont
vu des avantages concédés aux
fonctionnaires.

M. le Président. Il faut que nous ayons les deux formules sous les yeux pour prendre une décision.

M. Delahaye. Nous avons conclu que les choses n'étant pas égales entre elles il n'y a pas de comparaisons à établir, à cause de la prime de gestion.

M. le Rapporteur. J'arrive au 4^e point, celui du service militaire. Les cheminots demandent que tout le temps passé sous les drapeaux leur soit ~~compté~~ compté par les années de service passées à la C^{ie}. C'est ce qui existe pour les fonctionnaires.

La Commission a décidé de prendre pour base de son texte l'amendement présenté devant l'autre Assemblée par M. Broumyre qui compte les années passées sous les drapeaux en sus du temps légal de service.

On considère que, si la guerre n'avait pas éclaté, l'agent aurait demandé sa admission dans le personnel du réseau, six mois après la libération du service militaire. Mais il faudra que l'agent ait fait effectivement sa demande dans les 6 mois qui ont suivi la

démobilisation & qu'il effectue le versement correspondant aux années pendant lesquelles il sera censé avoir été au service du vicar. —

Ce projet est évidemment une œuvre de transaction. Il tient donc compte en partie de réclamations des chemins mais il nous garantit contre certaines surenchères qui pourraient aller jusqu'à la constitution d'une Caisse autonome.

J'insiste auprès de M. le Ministre pour qu'il accepte le texte que nous allons proposer au Sénat. J'ai la conviction que les Compagnies ne feront pas de procès.

M. Brager de la Ville Moysan. Je demande à faire une observation de principe : le service militaire doit être égal pour tous. Or on a donné aux fonctionnaires l'avantage de pouvoir compter leurs années de service militaire dans leurs années de service civil. Ainsi nous avons en France une catégorie de citoyens qui tirent du temps passé sur le drapeau un avantage pour leur retraite. Les agriculteurs, par exemple, ne sont pas les favoris. Et on nous demande aujourd'hui d'étendre aux chemins le privilège réservé jusqu'ici aux

fonctionnaires. Que penseront les
Français qui sont entrés dans
d'autres professions?

M. Bachelet. J'ai d'un avis
contraire. Il me paraît juste
d'assimiler les cheminots aux
fonctionnaires & de leur donner
la même formule de retraite.

M. Delahaye. Si nous nous lançons
dans l'examen de cas d'inégalité
devant la loi nous n'en finissons
pas. Il faut comparer les choses
comparables entre elles. Ce qui
est vrai pour les primes de gestion
l'est plus encore pour le service
militaire.

M. le Président. Il faudra savoir
combien d'agents sont intéressés en
la matière.

M. Darnecour. Toutes les lettres que
nous recevons des cheminots nous
supplient de voter les amendements
de M. Rabier. Nous pouvons, je
crois leur donner satisfaction dans
la mesure indiquée par M. le
rapporteur.

M. le Président. Nous serons reconnaissants
à M. le Ministre de compléter

notre documentation. Mais au nom de la Commission j'insiste pour qu'il fasse diligence. Quand il s'agit de cette gravité sont en discussion il importe d'en finir le plus vite possible.

M. le ministre. J'ai malheureusement à étudier les budgets de mon ministère. Dans 15 jours je reviendrai devant la Commission et je serai à même d'apporter mon opinion. Je suis convaincu que nous tomberons d'accord sur un texte. Je vous proposerai ensuite de prendre contact avec les réseaux; je n'ai vu encore que M. Paul, président du Comité des Directeurs. Je ne désespère pas d'arriver à une entente.

M. le Président Pour aboutir plus vite nous vous demandons, monsieur le Ministre, pour que vous vous mettiez en rapport avec les réseaux ~~pendant~~ au cours des 15 prochains jours.

M. Delahaye Vous nous apporterez ainsi l'opinion des réseaux de la région.

M. le ministre Je ferai l'impossible pour donner satisfaction à la

Commission.

M. le Président remercie M. le
ministre d'être venu devant la
Commission.

La séance est levée.

Séance Du mercredi 5 Décembre
Présidence de M. Lhopiteau

Présents : Mm. Maurice ordinaire, Fernand Rabier, Mollard, Gay, Vieu, Milien, Marcel Régnier, Bachelot, Auray, Chanal, Massabuau

Excusé : M. Currel.

Retraites des cheminots

M. le Président nous nous sommes réunis pour entendre M. le Ministre des Travaux publics, mais celui-ci vient de me faire savoir qu'il s'excusait auprès de la Com., mais qu'il était retenu devant la Chambre par la discussion du budget. Il propose de se rendre devant nous vendredi à 15 h 30.

M. Auray L'audition du Ministre est-elle de nature à amener la Commission à revenir sur la décision qu'elle a prise ? Je signale qu'à Paris, dans une réunion récente, 4000 agents ont tenu, sur la question qui nous occupe, un langage très modéré & acceptable mais donnant à entendre que des mouvements peuvent se produire dont nous ne devons en aucun cas laisser la responsabilité peser sur nous. Il faudrait tenir

aux récaux de propos différents de
ceux qu'on leur a tenus jusqu'ici.

M. le Président La responsabilité de
la commission ne saurait être
engagée dans le retard qui se sont
produits. Mais nous ne pouvons pas
ne pas entendre le ministre qui,
nouveau venu dans son département,
a dû nous demander un délai
pour se mettre au courant.

M. Fernand Rabier, rapporteur. Si
nous entendons le ministre vendredi
prochain j'aurais déposé mon
rapport le jour même & il n'y
aura aucun retard puisque le
Sénat ne se réunit pas avant cette
date.

La Commission décide qu'elle
entendra le ministre le vendredi
prochain 7 décembre
à 11 h 1/2.

M. Bachelet Sur quels points
portent les divergences que nous
pouvons avoir avec le ministre.

M. le Rapporteur Je l'ignore. Mais
j'ai vu le chef de cabinet de M.
Gorgeat qui m'a dit que le ministre
nous apporterait des suggestions.

45

intéressants.

Sur les droits acquis je rappelle que la question intéresse surtout le S.L.M. qui, en 1920, a procédé à un reclassement de certains fares. Les chefs de fare, qui sont passés de ce fait de la 1^{re} à la 5^{me} classe par exemple, ont vu leur pension de retraite diminuer d'autant et réclament la réparation de ce qu'ils considèrent à bon droit comme une injustice.

M. le Président A charge pour eux de verser les arriérés de retenues?

M. le Rapporteur. Evidemment.

M. Mollard Et ceci étant acquis, il faut réparer l'injustice commise & qui est incontestable.

M. Maurice Ordinaire. L'intervention législative est-elle indispensable pour régler cette question des droits acquis?

M. le Rapporteur Oui puisque les redevables ne se mettent pas d'accord avec leurs agents.

M. Vieu Il n'y a qu'à passer outre à la résistance des redevables. Il faut en finir.

Mr. le Président Il eut été en effet
préférable que le statut des retrayés fût
établi par un accord entre le
vicaire & les agents. Mais M.
Carden n'a pas obtenu cet
accord & son successeur ne sera
pas plus heureux. Mais nous devons
l'entendre.

La séance est levée.

Séance du vendredi 7 décembre

Présidence de M. Lhopiteau

Présents : mm. ordinaire, Rabier, Mollard, Auray, de Somereu, Renaudot, Haudon, Mindeau, Levoinnie, Vieu, Cadichon, Perchot, Bachelet, Milau, Chagnaud, Judet.

Audition de M. le ministre des Travaux publics sur les retraites des agents des grands réseaux.

M. Forgeot ministre des Travaux publics et M. le Directeur des Chemins de fer sont introduits.

M. le Président remercie M. le ministre d'être venu à l'invitation de la Commission et le prie de bien vouloir donner les explications qu'il jugera utiles sur la proposition examinée.

M. Forgeot, ministre des Travaux publics. Dans le peu de temps qui s'est écoulé depuis que j'ai été appelé au ministère des Travaux publics, je n'ai pu étudier la question des retraites assez complètement pour apporter sur tous les points des réponses définitives.

La franchise étant une des formes

du respect, je me permettrai de
faire observer à la Commission qu'elle
a modifié sa manière de voir.

M. le Rapporteur Pas sur des points
essentiels.

M. le ministre J'ai l'impression que ce
sont les principes mêmes du premier
rapport qui sont bouleversés par le
rapport supplémentaire. J'essayerai
de fixer les répercussions ~~économiques~~
financières des nouvelles dispositions
prévues; elles sont de l'ordre de
grandeur de plusieurs centaines de
millions. Or notre première préoc-
upation doit être de aboutir à des
possibilités pratiques.

Sur l'article 1 je demanderai à
la Commission de remplacer le
mot incorporé par le mot repris
qui me paraît plus juste.

Il en est ainsi décidé d'accord
avec M. le Rapporteur.

M. le ministre. Nous arrivons
aux droits acquis. Le paragraphe
qui les concerne ne figurait pas
dans votre premier texte. Vous
savez que cette disposition intéresse
surtout les agents du P. L. M.
Si nous entrons dans la voie que

49

nous indiquent les agents nous ne savons pas où nous irons. C'est le statut du personnel en activité & non pas seulement celui des retraités qui sera mis en question.

M. le Rapporteur J'ai reçu un grand nombre de lettres me signalant que beaucoup de chefs de classe, à la suite de mesures de déclassement prises par le P. L. M. avaient ~~été~~ perdu les classes. Aucun n'a été admis à la classe supérieure.

M. le ministre. C'est ce qu'on avait cru en effet & M. Paul président du Comité des directeurs de réseaux partageait lui même cette opinion mais il résulte des renseignements que j'ai recueillis que pas un agent n'avait subi un préjudice. Il n'y a donc pas lieu de tout remettre en question.

M. Maurice Ordinaire. Est-il besoin de légiférer pour régler un petit nombre de cas personnels.

M. Perchot Le classement a été fait sans tenir compte des droits acquis par les intéressés dans les postes qu'ils occupaient antérieurement. Donc le statut a une injustice à sa base.

M. le Président. Spécifions dans notre
texte pour répondre à l'objection de M.
le ministre, qu'il s'agit bien de
retraités seulement.

M. le Directeur des Chemins de fer. Si nous
entrons dans cette voie il n'y a pas
que les chefs de gare qui se
plaindront d'avoir été désavantagés.

M. le ministre. Les réseaux prétendent
que, dans tous les cas, il y a eu
augmentation & si on remet en
question les reclassements par les
retraités, à plus forte raison les
agents en activité présenteront la
revendication analogue & le statut
de 1920 sera ébranlé.

Ce n'est pas une question d'opinion,
c'est une question de fait. Dans tous
les cas les agents ont été augmentés
en 1920.

M. le Président. Mais le représentant
des réseaux, M. Peschaud lui-même
reconnaît que certaines erreurs ont
été commises & que la plupart
seulement ont été réparées.

M. Terehot. Si j'ai compris bien, un
chef de gare avait 6000 francs de
trailement; par suite du déclassement
de sa gare, le trailement a été

fixé à 5000 sans que le chef de file en
exercice ait vu diminuer y enlèvement.
mais sa retraite a été calculée sur
5000 & voilà où réside le malentendu.
Les droits doivent-ils être acquis par
la situation personnelle ou par la
situation réelle de l'agent.

M. le ministre Les intéressés se plaignent
qu'en déclassant leur grade on ait
brisé leur vitesse acquise d'avancement.

M. le Président Réservez cette question
jusqu'à ce que M. le ministre nous
apporte les précisions définitives &
passons à l'article 2.

M. le ministre. C'est la prime de
gestion & puis d'accord avec les
comités pour l'incorporer dans le calcul
de la retraite. Cela coûte 18 à 20
millions par an & j'ai fait observer d'autre
part que des réclamations seront peut-être
formulées par les agents les réseaux
pauvres.

M. Auray Je regrette qu'on exclue de
la prime de gestion les retraités d'avant 1920.
La prime de gestion est un élément du
salaire; je crains qu'on crée des
foyers de mécontentement.

M. le Président La prime de gestion est

la récompense d'un effort.

M. le Ministre Nous arrivons à l'article 3. Le texte aboutit à une majoration de 1200⁺ de toutes les pensions & les chemins seront très fortement avantagés en comparaison avec les fonctionnaires. Cela ne va-t-il pas faire surgir les réclamations de ceux-ci? Ne vaudrait-il pas mieux que la Commission revint à son premier texte?

M. le Rapporteur Si l'article 3 tel que nous l'avons adopté n'est pas maintenue, nous allons au devant de difficultés graves avec les chemins.

M. le Président. Nous ne pouvons pas subordonner nos décisions aux mouvements qui peuvent se produire dans le personnel des réseaux.

M. le Ministre Quant à la disposition relative au service militaire, je fais observer à la Com^{te} qu'elle coûtera 100 millions.

M. Auray Ce chiffre est considérablement exagéré.

M. le Ministre Dans tous cas, l'article ne devra pas s'appliquer à l'agent qui n'était

pas cheminot avant la mobilisation.
La logique serait de n'accorder le
bénéfice de l'article qu'à l'agent qui
aurait fait sa demande avant la
guerre dans un délai à déterminer.

M. Auray Evitons de créer des catégories
dans le personnel.

M. le Rapporteur J'insiste pour le
maintien de mon texte.

M. le Président Les Compagnies disent que
cela coûtera 120 millions de déduction
faite de 20 à 30 millions que donneront
les versements rétroactifs effectués par
les agents. Il y aura 60 à 70 000
agents bénéficiaires.

Or les caisses de retraite sont
déficitaires & ne peuvent supporter des
charges supplémentaires. Faudra-t-il
envisager un nouveau relèvement
des tarifs?

M. le ministre Le fonds commun sera
cette année en excédent de 700 millions
mais l'exercice 1928 a pris en charge
un reliquat de déficit de 1200 millions,
si bien que l'exercice 1929 sera
absorbé avec un déficit ^{imputé} de 500
millions auquel il faudra ajouter
800 millions pour les augmentations
de retraites & de versements. L'ap-
provisionnement

boucher ce trou de 1300 millions il faut encore augmenter les tarifs, c'est l'usage, le contribuable qui payera.

J'ajoute que n'ayant pas encore consulté le Président du Conseil & le Ministre des finances je ne peux me prononcer définitivement sur l'attitude que prendra le gouvernement à l'égard du texte de la Commission.

M. le Président nous voudriez savoir si vous envisagez la discussion de la proposition avant la fin de l'année?

M. le Ministre Je ne le crois pas car il faut qu'il y ait eu une entente avec le Sénat & le Ministre des finances. Je suis en outre préoccupé d'éviter le procès avec les Compagnies.

M. Vieu Si nous sommes retenus par cette crainte nous ne ferons rien.

M. le Ministre En 1909 on a passé outre & on n'a pas eu à s'en louer puisque il a fallu faire une remise de comptes de guerres de plusieurs milliards.

M. le Président Sous cette remise de comptes, la loi de 1909 n'est pas entrée en ligne.

Nous avons tous ici la préoccupation

55

d'aboutir & la solution la plus rapide
serait d'obtenir un accord entre les
réseaux & le personnel. Mais en mai
dernier, M. Carden alors ministre
nous a demandé quinze jours de
délai pour obtenir cet accord qui
n'est toujours pas réalisé.

Evidemment si cet accord était
réalisé, nous renoncerais volontiers à
légiférer.

M. Laromine Les Réseaux ont profité
du changement de ministère pour
gagner du temps.

M. le Président Il faut aboutir. Nous
demandons à M. le Ministre de nous y
aider.

M. le ministre. A cause de la discussion
du budget je ne pourrai causer
utilement avec M. le Président du
conseil & M. le ministre des finances
avant quelques semaines. Après le
vote du budget je reviendrai devant
vous & je vous dirai quel est le point
de vue du gouvernement.

M. Auray. J'insiste pour que la
discussion vienne le plus tôt possible
devant le Sénat.

M. le Président Et si malgré tous ces

efforts, M. le Ministre n'obtient pas
l'accord qu'il recherche entre les
agents & les réseaux ? nous serons dans
une situation regrettable & nous
n'aboutirons à rien. La Commission
est saisie depuis le mois de février &
elle n'a aucune responsabilité dans
les retards qui se sont produits.

M. le Ministre Je maintiens que c'est
en recherchant un accord que les
intéressés auront satisfaction le plus
vite. Je veux entamer avec les
réseaux une négociation d'ensemble.

La Commission s'ajourne à
huitaine.

La séance est levée.

57

Séance du mercredi 11 décembre.

Présidence de M. Fernand Rabier, vice-président.

Présents mm. Brindeau, Serenot, Brard.

nouvelle traversée des Vosges.

M. Serenot donne lecture de son rapport sur le projet de loi relatif à la déclaration d'utilité publique de nous nouvelles traversées des Vosges par les lignes de St Die à St Marie aux Mines & de Cornimont à Metz Crel.

Le rapport, concluant à l'adoption du projet de loi, est adopté.

La suite de l'ordre du jour est renvoyé à la prochaine séance.

La séance est levée.

Séance du mercredi 20 décembre
Présidence de M. Fernand Rabier, vice-président
Présents : mm. Delahaye, Brindeau.

Compte rendu des Semaines de la route.

M. le Président donne lecture d'une lettre
de M. le Directeur du laboratoire régional
de recherches adressant à la Com.
un exemplaire des Comptes-rendus de la
Semaine de la route & s'excusant de
ne pouvoir faire parvenir un exemplaire
à chacun des membres de la Com.

Le plan Dawes et les ports maritimes

M. Brindeau fait un exposé sur le
crédit d'entretien & d'amélioration des
ports maritimes & sur l'utilisation
du plan Dawes pour ces travaux.

M. Brindeau Les annuités du plan
Dawes sont aujourd'hui considérables,
1100 millions de prestations en nature
sont réservés aux canaux & 5
milliards aux ports maritimes.

Certaines difficultés ont dû être
résolues parce qu'on a craint de
favoriser les industries allemandes
au détriment des industries françaises.
Mais ces dernières ne peuvent se

plaindre de voir l'industrie allemande faire des travaux qui sans les prestations en nature, n'auraient pas été effectués. Une part d'ailleurs a été réservée à l'industrie française.

Il est désirable que le gouvernement profite de l'occasion pour faire un large appel aux prestations en nature car une révision du plan Dawes est à craindre.

L'amélioration des canaux est intimement liée au développement de la navigation générale. Le gouvernement ne doit pas sacrifier les intérêts de la navigation intérieure en établissant des tarifs pour les transports par voie ferrée. Je soutiendrai cette thèse devant le Sénat au moment où viendra en discussion le budget des travaux publics.

J'ajoute que l'on engage les ports de commerce et les ports autonomes dans des dépenses considérables & que certains craignent d'être engagés dans des aventures. Il faut que les plus grands facilités soient données pour les remboursements à ces collectivités associées de l'Etat. J'exprime le vœu que la situation soit examinée dans l'esprit le plus large & la plus libérale.

Nous ne devons pas examiner ces travaux sous un angle purement

financier & c'est ce point de vue que
j'exposai, au nom de la Commission,
en séance publique.

L'exposé de M. Brindeau est
approuvé.

La séance est levée.

Séance du Samedi 29 décembre

Présidence de M. Fernand Rabier

Présents : MM. Delahaye, Marcel Régnier

nominations de rapporteurs

M. Marcel Régnier est nommé
rapporteur :

1^{er} du projet de loi (n° 784 - 1928)
portant approbation de la cession à
la Société "Electricité et gaz du
Nord" de la Centrale électrique
d'Elison.

2^o du projet de loi prorogeant
jusqu'au 30 juin 1929 la convention
du 19 décembre 1925 et l'avenant du
12 janvier 1927 passés entre le
Ministre des Travaux publics et du
Commerce et les grands réseaux pour
assurer la circulation des wagons-
posts et régler les conditions et
détails de transport des colis postaux.

Séance du mercredi 23 janvier 1939

Présidence de M. Lhopiteau

La séance est ouverte à 15^h 30

Présents: MM Lhopiteau, Rabier,
Régnier, Vién, Auray, de Tormereu,
Brindeau, Perchot, Chagnaud,
Ordinaire, A. Bachellet, Jarnecour,
Haudos, Mahieu, Renaudot.

Audition de M. Pierre Forgeot,
Ministre des Travaux Publics.

M. Pierre Forgeot, Ministre des Travaux
Publics, assisté de M. Schwab
ancien directeur général des
Chemins de fer et Grimpet,
directeur en exercice, est entendu
par la C^{on}, sur la proposition de
loi modifiant le statut de

retraites des agents des grands
réseaux de chemins de fer et créant
une caisse autonome des retraites,
commune à tous les réseaux
d'intérêt général.

M. le Ministre - Lors de notre dernière
entrevue, vous avez bien voulu
m'accorder un délai de grâce
pour vous apporter des propositions
précises. Ces précisions, je vous
les apporte; elles constituent un
ensemble qui, je l'espère, vous
satisfera.

J'avais espéré pouvoir amener
avec moi M. le Ministre des
Finances qui eût apporté son

adhésion à mes propositions.
Malheureusement, ses services
n'ont pas encore pu chiffrer
les répercussions de la réforme
envisagée. Je dois toutefois vous
avertir qu'il n'ira certainement
pas plus loin que moi dans
la voie des concessions; les
propositions que je vous ferai
constitueront donc un maximum.

M. Rabier, rapporteur - M. le
Ministre des Finances m'a dit,
tout à l'heure, qu'il désirait,
avant de nous faire connaître
son opinion sur cette question,
en entretenir le conseil des
Ministres.

69

M. le Ministre - C'est exact.

D'autre part, j'en ai causé
avec M. le P^t du Conseil; je
crois qu'il n'est pas loin
d'entrer dans mes vues; néanmoins,
je tiens à préciser que ce sont
exclusivement mes idées que
je vais vous exposer et que
mes paroles ne sauraient,
en aucune manière, engager
ni M. le Min. des Finances,
ni M. le P^t du C^o. Je dois
ajouter que, dans quelques
jours, ils & vous feront
connaître leur opinion.

Je vous ai précédemment
indiqué que le désaccord

ministère des Travaux Publics
entre le ~~Gouvernement~~ et le
Réseaux portatifs, surtout sur
quatre points. Sur ces points,
je viens vous apporter des
solutions qui seront, je crois,
acceptées par le Réseaux.

Examinons-les successivement.
La première question litigieuse
est celle dite des droits acquis.
Sur ce point, le Réseaux est
irréductible et je crois qu'il
ont raison. Comme M. Rabier
et comme M. Schwob, j'ai
longtemps cru que l'établissement
du ~~du~~ nouveau statut du
personnel, en 1920, avait eu
pour conséquence, dans bien

67

des cas, de placer les agents
dans une situation inférieure
à celle qu'ils occupaient auparavant.
Il n'en est rien.

M. le P^t - Permettez-moi de
vous faire observer qu'en ce
qui me concerne, je n'ai
jamais considéré les choses
ainsi; j'ai simplement compris
que la mise en application
du nouveau statut avait
eu pour conséquence, sans
diminuer leur traitement, de
~~retarder~~^{priver} un certain nombre
d'agents, de l'avancement sur
lequel ils pourraient légitimement
compter.

M. le Ministre - C'est cela, mais nous qui pensions différemment, nous disions: Il est impossible qu'un agent qui a effectué des versements en vue de la retraite, sur un traitement de 6.000 francs, voie sa pension calculée sur un traitement de 5.000, sous prétexte qu'il, par suite de l'adoption du nouveau Statut, son traitement a été ramené à ce chiffre. Il a, disions-nous, des droits acquis.

Or, ce n'est pas ainsi que se pose la question.
Le régime de l'avancement

69

au P. L. M., — car c'est surtout
pour ce réseau que la question
se pose —, était un régime
d'avancement personnel: on avançait
sur place. Lorsque'en 1920 on
fit la révision des traitements,
on décida de supprimer l'ancien
système d'avancement et on
procéda à un classement de
gares. Dorénavant, on n'avance
plus sur place; l'avancement
se ferait par la nomination
à un poste classé dans la
catégorie supérieure à celle du
poste occupé par l'agent.

La substitution de ce système
à l'ancien provoqua une vive

dans le rythme qui réglait
jusqu'alors l'avancement du
personnel. Si l'on s'était
borné à appliquer un coefficient
de majoration uniforme aux
anciens traitements, tel chef de
gare qui gagnait 6.000 francs
en eût gagné 8.000. Avec le
nouveau système, sa gare se
trouvant classée dans une
catégorie inférieure, il vit son
traitement porté seulement à
7.000 francs. D'où des déceptions
nombreuses engendrant de
nombreuses réclamations.

Pour ^{les} juger, ~~toute~~ ~~ce~~ ~~récl~~ une
Commission paritaire, présidée par

71
M. Payelle, fut constitué. Cette Com
trancha de nombreux cas d'espice.
D'autres, plus nombreux encore
furent réglés à l'amiable en
se basant sur les décisions rendues
par la Com dans des cas analogues.

L'apaisement se fit. Si,
maintenant, vous décidez que ceux
qui ne s'estiment pas satisfaits
de la décision prise à leur égard
peuvent invoquer pour le calcul
de leur pension de retraite le régime
antérieur à 1920, vous rouvrez
toute la question des droits acquis.
Vous remettez en question la
réforme de 1920, car vous
pensez bien que les cheminots

ne manqueront pas de dire
que ce qui est jugé bon pour
le calcul de la pension ne
saurait être considéré comme
mauvais pour le calcul du
traitement d'activité.

C'est pourquoi les réseaux
m'ont saisi de protestations
énergiques contre toute proposition
qui aurait pour objet de rouvrir
ne fût-ce que pour le calcul
des pensions de retraite, la question
des « droits acquis ». J'ajoute
qu'il serait d'autant plus
grave de la rouvrir qu'il ne
reste plus à régler que quelques
cas d'espèce. J'ai d'ailleurs fait

13

comprendre à la C^e du P.L.M.
qu'il serait hautement désirable
que les quelques réclamations isolées
qui subsistent encore, reçussent
une satisfaction si large que
c'en ~~est~~ soit fini désormais avec
l'irritante question des droits
acquis.))

M. Le Rapporteur - Permettez-moi
de vous dire que la crainte que
vous exprimez au sujet de
l'extension possible de la réclamation
du bénéfice des droits acquis
aux traitements d'activité est
vaine. En effet, les réserves
m'ont demandé de bien spécifier
que la disposition permettant

de tenir compte des droits
acquis ne viserait que les
retraites et ne saurait être
étendue aux traitements d'activité
non plus qu'aux cas où des
mesures ont été prises à titre
de sanctions disciplinaires.

Vous dites, d'autre part, qu'il
ne reste plus que quelques cas
à régler; c'est, je crois, une
erreur. Depuis qu'on sait que
je suis chargé du rapport, j'ai
reçu de très nombreuses protestations
contre les décisions prises en
1920, je vous citerai notamment
le cas d'un chef-aiguilleur
qui apprit un beau jour qu'il

28
venait d'être «retrogradé» sur
sa demande!!/))

Les cas de ce genre sont si
nombreux que le journal "Le Petit
Cheminot" a ouvert une souscription
pour permettre à ses lecteurs qui
ont été lésés par la réforme de
1920, d'intenter des procès aux
Réseaux. J'ajoute qu'ils ont
raison de s'adresser ainsi à
la justice puisque celle-ci reconnaît
le bien-fondé de leurs réclamations.
Le numéro du "Petit Cheminot"
que j'ai entre les mains reproduit
justement un arrêt de la Cour
de Lyon accordant 19.000 francs
de dommages-intérêts à un

chef de gare nommé Massotier
contre qui la C^e P. L. M. avait
pris une mesure de retrogradation
en invoquant, à tort, des
motifs disciplinaires.

M. le Ministre ^{Cette affaire,} ~~Cela~~ n'a aucun
rapport avec la question de
«droits acquis.»

M. le Rapporteur - En tout cas,
si vous n'adoptez pas notre
point de vue, vous n'en sortez pas,
car vous pensez bien que la
question sera reprise à la
Chambre.

M. le Ministre - Eh bien! nous
nous expliquerons.

Quand la proposition a été votée

à la Chambre, mon prédécesseur,
M. Tardieu, s'est borné à présenter
des objections sur ^{son} le principe
même ~~de la loi~~, sans entrer dans
les détails.

La question qui se pose ^{a-t-il dit} n'est
point, en effet, de savoir si
le Parlement a ou n'a pas le
droit de légiférer. Dans l'état
actuel de notre constitution,
une loi est toujours souveraine.

Mais, des conventions étant
intervenus, en 1921, entre l'État
et les C^{es}, la question qui se
pose est celle-ci: « Devons-nous
le droit, nous Parlement, de
dire: les retraites des cheminots

seront désormais de tant,
sans que les réseaux puissent
se retourner vers l'Etat pour
lui réclamer le montant des
sommes mises ainsi à leur
charge ? »

M. Le P^r - Mais alors, quelle
que soient les dispositions que
nous inscrirons dans la loi,
les réseaux pourront toujours
se retourner vers l'Etat. C'est
en 1909 qu'il aurait fallu
tenir ce raisonnement.

M. le Ministre - Mais les C^{es}
ont fait ^{formé} à ce moment un
pouvoir contre les obligations
qu'on leur imposait. Et ce

79

pourvoi a pesé dans les
négociations d'où sont sorties
les conventions de 1921.

Quoi qu'il en soit, l'argumentation
de M. Cardin n'a pas pesé ^{long}
devant une Chambre dont les
membres étaient à la veille
de se représenter devant les
électeurs. Mais si la proposition
retourne à la Chambre, la
situation ne sera plus la même,
l'atmosphère sera moins... ^{électoral}
et je pourrai m'expliquer
à fond, non seulement sur
la question de principe, mais
encore sur toutes les questions
de détail.

Je montrerai que si l'on

Veut revenir sur la réforme
de 1920 quant aux retraites,
on sera, et à plus forte
raison encore, amené à y revenir
quant aux traitements d'activité.
Des dizaines de milliers de
réclamations surgissent, alors
qu'à l'heure présente, il ne
reste plus, pour réclamer, que
quelques agités à qui la compagnie
du P.L.M. aurait dû donner
satisfaction, par esprit de
sage politique.

Trouvez-vous, dans une pensée
généreuse certes, remettre en
question la ~~réforme~~ réforme de
1920? Il m'est bien permis

alors, de vous crier : Casse-cou !

M. Le Rapporteur - Mais puisque
je spécifie qu'il ne s'agira
que du calcul des pensions de
retraite.

M. Le P^t - D'ailleurs, vous
dites, Monsieur le Ministre, que
vous avez invité la C^{te} P. L. M.
à examiner, avec la plus
grande bienveillance, tous les
cas d'espèces qui n'ont pas
reçu satisfaction. Cela revient
à dire : « Vous ne voulez pas
le mettre dans la loi, mais
nous allons cependant le faire »,
Permettez-moi de vous dire
que c'est tout aussi dangereux.

C'est pourquoi je persiste à penser qu'il serait plus simple et plus régulier de le mettre dans la loi.

M. le Ministre - Non, car avec mon système, il n'y aura que quelques dizaines de cas à examiner, tandis qu'avec le vôtre, il y en aura des dizaines de milliers. En effet, vous dites que, pour tous les agents, la retraite sera calculée comme si le statut de 1920 n'existait pas et sans tenir compte, par conséquent, des sentences arbitrales rendues par la C^{on} Payelle et des règlements amiables

intervenus dans tous les cas analogues
 à ceux que la Con avait tranchés.
 Moi, au contraire, je n'envisage
 de faire donner satisfaction qu'à
 des réclamations élevées contre des
 décisions prises par les C^{es} et basées
 sur des appréciations plus ou
 moins favorables de la façon de
 servir des agents. Ceux que je
 vise, ce sont uniquement les gens
 qui se plaignent qu'on leur
 ait fait un traitement exceptionnel
 parce qu'ils étaient mal notés.
 Tous ces réclameurs ont invoqué
 à l'appui de leur réclamation
 la question du changement de
 statut. Ils l'ont fait parce qu'il

fallait bien qu'ils raccrochant
leurs réclamations particulières
à un principe général, mais
en réalité ces réclamations n'ont
rien à voir avec la question
des « droits acquis. »)

M. Chagnand - Vous nous avez dit,
Monsieur le Ministre, que la
réforme de 1920 avait supprimé
le système de l'avancement
personnel. N'existe-t-il pas
cependant encore des cas où
l'avancement a lieu à titre personnel
et en place ?

M. le Ministre - Non, sauf
toutefois sur le réseau alsacien-
lorrain où la C^{on} Payelle fonctionne

encore. Mais ce réseau s'est
joint aux autres pour me signaler
le danger du texte que propose
votre rapporteur.

J'ajoute que cette question de
« droits acquis » ne figure pas
au premier plan des revendications
formulées par les cheminots.

Je n'en veux pour preuve qu'un
article du « Petit Cheminot », dans
lequel le Secrétaire du Syndicat
des cheminots déclare qu'il entend
par la Com des Travaux publics
de la Chambre sur la proposition
de loi que nous discutons, il
n'a pas insisté sur la question
des droits acquis, dans la crainte

que cela ne nuisît aux revendications plus importantes dont il apportait l'expression.

M. Mahieu - La Con Payelle est une commission paritaire chargée d'un commun accord par le personnel et par les Usagers de régler souverainement toutes les questions auxquelles pourrait donner naissance l'application du nouveau Statut de 1920.

Cette Con a rendu ses décisions qui, dans l'immense majorité des cas, ont été accueillies sans protestation. J'ai donc le droit de dire que si l'on met en cause la question des droits

87

acquis, on va à l'encontre de
la volonté même du personnel
ou tout au moins au delà de
ses désirs et de ses espérances.

Quant à croire que l'on
pourra limiter l'application
du système au seul calcul des
pensions de retraite, c'est une
illusion. Les cheminots ne
manqueront pas de invoquer
le texte que vous avez voté
pour demander la révision de
leur traitement; tandis qu'à
l'heure actuelle, dans leur
immense majorité, ils acceptent
comme définitives les décisions
de la C^{on} Payelle.

M. Le Rapporteur - Je crois qu'en
disant qu'ils les acceptent, vous
exagérez. Tous les cheminots, au
^{contraire} réclament le vote du texte que
je propose.

M. Mahieu - Evidemment, dès
qu'ils voient qu'on propose une
mesure qui leur serait profitable,
il faudrait qu'ils fussent bier
bets pour n'en point demander
l'adoption.

Si vous entrez dans la voie où
vous semblez vouloir vous engager,
il sera désormais impossible
au ministre de servir d'arbitre
entre les Véseaux et leur personnel
puisque l'on saura que les décisions

89

qu'il prendra pourront toujours
être remises en question.

M. Kien - Pourquoi vous entêter
à dire que notre texte aura
une répercussion sur les traitements
d'activité?

M. le Ministre - Vous êtes certainement
monsieur le Sénateur, que le fait
de revenir au régime antérieur
à 1920 pour le calcul des pensions
de retraite, ne saurait remettre
en cause la question des traitements
d'activité. J'ai le droit d'en
conclure que si l'on vous
persuadait qu'il ne peut manquer
d'en être autrement, vous
reculeriez devant ^{les conséquences du} le texte proposé.

Mais, admettant pour l'instant
que vous ayez raison et me
cantonnant sur votre propre
terrain, je vais essayer de vous
démontrer que votre texte est
d'une application difficile, voire
impossible. Ou ce texte signifie
que pour le calcul de la pension
on ne tiendra pas compte de
la réforme de 1920, ou il ne
signifie rien du tout. On
admettra donc les agents à
faire reconstituer fictivement
les trois meilleures années
théoriques dont ils auraient
bénéficié ~~si~~ la réforme de
1920 n'avait pas eu lieu.

91

Et cela, on le fera dans tous
les cas.

M. Le Rapp. Pardon! Notre
texte ne s'appliquera qu'aux
agents dont la pension a été
liquidée au cours des années
qui ont suivi immédiatement
la réforme car pour tous les
cas postérieurs à 1924 au
maximum, des décisions
~~étaient~~ ^{sont étant} intervenues qui ont
rectifié ce que l'application
de la réforme avait pu avoir
d'injuste, la pension pourra
sans inconvénient être calculée
sur le traitement des trois
dernières années d'activité.

M. le P^r - Je pense que vous
considérerez comme suffisantes
les explications de M. le Ministre
sur cette question. Nous le
prions donc de passer maintenant
au second point de son
argumentation.

M. le Ministre - Ce second
point est relatif à l'inclusion
de la prime de gestion dans
le traitement servant de base
au calcul de la pension de
retraite. Les réseaux, après
avoir vivement résisté, acceptent
maintenant cette inclusion, sous
réserve, — et cela me semble
hors de contestation —, que

lorsque l'on fera la péréquation
des retraites anciennes sur la
base des traitements actuels,
on ne fera pas intervenir ^{retroactivement}
pour le calcul de ces pensions
révisées, une prime qui n'existait
pas au moment où l'agent
a demandé la liquidation de
sa pension.

M. de Pth - Nous sommes d'accord.
M. le Ministre - Sous cette réserve,
l'inclusion de la prime de
gestion représenterait une
dépense supplémentaire annuelle
de 20 millions environ.

M. de Rapp - Tous les agents
retraités qui, entre 1921 et

la date de leur admission
à la retraite ont touché la
prime de gestion, bénéficieront-ils de la mesure?

M. le Ministre - Certainement.

M. Auray - Je crois que
l'argumentation de M. le Ministre
pèche par la base. En droit, la
prime de gestion constitue un
élément du salaire, elle doit donc
être incluse dans le salaire
de base servant au calcul de
la péréquation.

M. le Ministre - Attention! N'insistez
pas trop, en cette matière,
l'idée de droit, car votre
raisonnement pourrait se

retourner contre vous. On
 pourrait vous ^{répondre} ~~dire~~ que la
 péréquation n'est pas accordée
 en vertu d'un droit mais qu'elle
 s'inspire seulement d'une
 idée de générosité et d'humanité.
 Et si, dans cette péréquation,
 on ~~ne~~ veut pas créer d'inégalité,
 il faut ne la faire porter
 que sur la partie fixe du
 salaire qui est la même, à
 grade égal, pour les agents
 de tous les réseaux; tandis que
 la prime de gestion qui est
 une récompense pour le rendement,
 varie suivant les réseaux.

M. Auray - Soit! mais pour

les pensions liquidées depuis la
création de la prime de quotité et
pour celles qu'on liquidera dans
l'avenir, comment opérera-t-on
dans les vœux déficitaires?

M. Le Ministre - Il est bien évident
que, pour les années qui n'auront
pas donné lieu à l'attribution
de la prime, c'est le salaire
fixe seul qui entrera en
ligne de compte.

M. le P^r - Passons, maintenant,
au troisième point.

M. le Ministre - Ce troisième point
est relatif, d'une part, au
minimum absolu et, d'autre part,
à la bonification variable pour
les traitements de 8.000 à 14.000 francs.